

**AP n° 2026-A-035-IC**

**ARRETE PREFECTORAL  
portant autorisation environnementale  
d'étendre des activités du site existant  
délivrée à la Société FG NEGOCE  
Commune de REIMS**

**Le Préfet de la Marne**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres Ier et II du livre II et son titre Ier du livre V ;

**Vu** le Code l'urbanisme ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même code ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie approuvé par arrêté du 23 mars 2022 ;

**Vu** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Aisne-Vesle-Suippe approuvé par arrêté du 16 décembre 2013 ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Reims approuvé le 28 septembre 2017 (dernière modification/révision le 30 mars 2023) ;

**Vu** la demande du 12 mars 2024 présentée par la société FG NEGOCE, dont le siège social est situé 4 Impasse du Val Clair à REIMS (51100), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter un site de stockage de déchets dangereux et non dangereux ainsi que d'une activité de traitement de Véhicules Hors d'Usage (VHU) à la même adresse, et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 du Code de l'environnement ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 24 juin 2025 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;

**Vu** la décision d'examen au cas par cas en date du 29 janvier 2024 qui ne soumet pas le projet à évaluation environnementale ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 26 septembre 2025 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique pour une durée d'un mois du 4 novembre 2025 au 4 décembre 2025 inclus sur le territoire des communes de Taissy, Puisieux, Prunay, Cernay-Lès-Reims, Saint-Léonard et Reims ;

**Vu** le rapport de fin de participation du public par voie électronique daté du 15 décembre 2025 ;

**Vu** l'absence d'observation émise par le public ;

**Vu** les avis exprimés par les conseils municipaux des communes de Reims et Cernay-Lès-Reims ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site des services de l'État dans la Marne ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 23 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 27 janvier 2027 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la lettre de l'exploitant, en date du 29 janvier 2026, émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions.

**Considérant** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, en particulier la présence d'une autre société aux abords directs du site projeté ;

**Considérant** les compléments apportés au dossier par le pétitionnaire, notamment :

- l'installation d'une citerne souple de 120 m<sup>3</sup> sur le site permettant d'avoir un point d'eau à une distance maximale de 100 mètres ;

- la prise en compte du risque de débordement des nappes souterraines sur le secteur d'implantation afin d'éviter tout risque de pollution de celle-ci ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte du dossier déposé, des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** qu'à l'exception du risque de pollution des nappes souterraines en lien avec les débordements de nappes sus-mentionnées, les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies.

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRÊTE**

### **1 - Portée de l'autorisation et conditions générales**

#### **1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### *1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation*

La société FG NEGOCE (SIRET 900 641 911 00020), dont le siège social est situé au 4 impasse du Val Clair à REIMS (51100) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse (coordonnées Lambert 93 : X= 780 784 ; Y = 6 903 088), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### *1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations*

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Section cadastrale	N° Parcelle	Surface
Reims	T	285	4 000 m <sup>2</sup>
Reims	T	286	3 000 m <sup>2</sup>

##### *1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation*

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

#### **1.2 Nature des installations**

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et quantité autorisée	Régime (*)
2718-1	<p><b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux</b>, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t → A</p>	<p><u>Batteries au plomb</u> <b>10 t</b></p> <p><u>Pots catalytiques</u> <b>2 t</b></p>	A
2712-1	<p><b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage</b>, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> → E</p>	<p><u>Surface dédiée à l'activité VHU</u> <b>945,5 m<sup>2</sup></b></p>	E
2713-1	<p><b>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux</b>, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup> → E</p>	<p><u>Surface de transit</u> <b>1 252 m<sup>2</sup></b></p>	E
2791-2	<p><b>Installation de traitement de déchets non dangereux</b>, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j → A</p> <p>2. Inférieure à 10 t/j → DC</p>	<p><u>Déchets non dangereux (métaux et ferrailles) pouvant être traitée</u> <b>9,5 t/j</b></p>	DC
2710 -1b	<p><b>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</b>, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 7 t → A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t → DC</p>	<p><u>Déchets dangereux (batteries au plomb) apportées sur site</u> <b>6,5 t</b></p>	DC
2710-2b	<p><b>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</b>, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux</p> <p>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 300 m<sup>3</sup> → E</p> <p>b) Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> et inférieur à 300 m<sup>3</sup> → DC</p>	<p><u>Déchets non dangereux (métaux/ferrailles) apportés sur site</u> <b>250 m<sup>3</sup></b></p>	DC

2711-2	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</b> Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> → E 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup> → DC	<u>Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) présents</u> <b>100 m<sup>3</sup></b>	DC
--------	--	---	----

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

### 1.3 Arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales suivants sont applicables :

- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

### 1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

## **1.5 Cessation d'activité**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

## **1.6 Implantation**

### *1.6.1 Distance entre l'installation et les limites du site*

Tout dépôt de déchets ou matières combustibles liés à l'installation n° 2712 (VHU) sont implantés à une distance minimale de 4 mètres des limites du site.

### *1.6.2 Clôtures de l'enceinte du site*

Le site est ceint d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de hauteur permettant d'interdire toute entrée non autorisée.

Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.

La clôture située à l'est du site est constituée d'un mur d'une hauteur de 3 mètres, permettant l'insertion paysagère des installations.

La clôture est doublée d'une haie végétalisée sur la voie d'accès au site.

## **1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit, tient à jour et met à disposition permanente de l'Inspection, notamment, les éléments suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les résultats des mesures sur le bruit ;
- les résultats d'autosurveillance sur l'eau ;
- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;
- l'état des stocks nature/quantité et le plan de stockage annexé ;
- le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;
- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;
- les justificatifs attestant des propriétés des différentes dispositions constructives réglementaires ;
- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;
- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, réserve incendie, détection, etc.) ;
- le registre de sécurité ;
- les consignes de sécurité et d'exploitation ;
- le registre de déchets et livre de police ;
- les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) ;
- la convention de rejet aqueux avec la Communauté Urbaine du Grand Reims.

## 1.8 Envol des poussières – propreté de l'installation

Le site est maintenu en bon état de propreté par l'exploitant. La fréquence des opérations de nettoyage est définie. Chaque opération de nettoyage est consignée sur un registre de suivi.

La vitesse de circulation est limitée à 10 km/h afin de limiter l'envol de poussières.

Toutes les dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

Les opérations de dépollution et de démontage sont réalisées dans l'atelier prévu à cet effet afin de limiter l'envol de poussières ou de tout autre particule.

## 2 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

### 2.1 Prélèvements et consommations d'eau

Les eaux sanitaires sont prélevées dans le réseau d'eau potable uniquement. La consommation annuelle en eau potable est de 100 m<sup>3</sup> par an sans jamais excéder 150 m<sup>3</sup> par an.

Les eaux de défense incendie sont prélevées sur les poteaux d'incendie publics situés dans la zone industrielle et sur la citerne souple de 120 m<sup>3</sup> installée sur le site.

### 2.2 Protection des eaux souterraines

Afin de proscrire tout risque de pollution des eaux souterraines par infiltration au sol et de répondre au risque de débordement de nappe, l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

- l'ensemble de la surface du site est composé d'un revêtement imperméable ;
- tout stockage de produit susceptible d'être polluant se trouve sur une rétention adaptée ;
- toute activité polluante, notamment la dépollution des véhicules hors d'usage (VHU), est réalisée à l'abri des intempéries ;
- tout stockage de déchets métaux/ferrailles est surélevé de façon à éviter la pollution des eaux de ruissellement.

### 2.3 Catégories et gestion des effluents

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet selon les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Traitement avant rejet	Milieu naturel récepteur / Station de traitement collective / Filière déchet
Pt n° 1	Eaux vannes (domestiques)	Réseau des eaux usées communal	/	Station d'épuration de la commune de Reims Code Sandre : 035147401000
Pt n° 2	Eaux pluviales de toiture	Réseau eaux pluviales communal	/	Rivière « Vesle »

Pt n° 3	Eaux pluviales de ruissellement	Réseau eau pluviales communal	Décanteur lamellaire (MES)  Séparateur hydrocarbures adapté au débit de rejet (2 litres/seconde)	Rivière « Vesle »
Pt n° 4	Eaux d'extinction	Cuve de rétention de 200 m <sup>3</sup>	/	Filière déchet spécialisée et adaptée

## 2.4 Convention – rejets d’effluents aqueux

Dès la notification du présent arrêté, l’exploitant établit avec la Communauté Urbaine du Grand Reims une convention, signée des deux parties, en vue d’encadrer les rejets d’effluents aqueux dans le réseau d’assainissement intercommunal.

## 2.5 Limitation des rejets

En sortie de traitement, les rejets aqueux respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous :

### Point de rejet référencé n°3 (Eaux pluviales de ruissellement)

- Température maximale : <30 °C
- pH : 5,5 – 8,5

Paramètre	Concentration (mg/l)
MES (matière en suspension)	35
DBO5 (demande biochimique en oxygène)	30
DCO (demande chimique en oxygène)	125
Hydrocarbures totaux	5
Indice phénols	0,3
Chrome hexavalent	0,1
Plomb	0,5
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15

## 2.6 Surveillance des rejets

L’exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l’eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l’article 2.5 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l’environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l’installation et constitué soit par un prélèvement continu d’une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d’une demi-heure.



Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées

### **3 - Protection du cadre de vie**

#### **3.1 Bruit**

Dans les 6 mois suivant la mise en fonctionnement de la globalité des activités du site et dans des conditions représentatives de l'activité, une campagne de mesures de bruit et de l'émergence est réalisée par un organisme qualifié.

### **4 - Prévention des risques technologiques**

#### **4.1 Conception des installations**

##### *4.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu*

Les dispositions constructives applicables à l'ensemble du site sont celles en vigueur à la date de l'autorisation environnementale.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions spécifiques ci-dessous sont érigées :

##### Stockage DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques) et divers

Un mur REI 120 d'une hauteur de 3 mètres est implanté au sud de la limite de propriété. Il sépare l'ensemble du stockage (notamment les DEEE) du site voisin. Les flux thermiques en cas d'incendie sont contenus à l'intérieur des limites du site.

La hauteur de stockage implanté au niveau de ce mur coupe-feu REI 120 ne dépasse pas 2 mètres.

##### Stockage des pneumatiques usagés

Le mur du bâtiment d'exploitation auquel est accolé le contenant des pneumatiques usagés a des propriétés REI 120.

##### *4.1.2 Organisation des zones de stockages et de travail*

Le site est aménagé selon le plan des flux thermiques et de délimitation des zones en « Annexe 1 » de cet arrêté.

Les dimensions de chaque zone de stockages ou de travail respectent celles prévues par le dossier d'autorisation environnementale. Les zones sont matérialisées au sol et facilement identifiables.

Aucun élément contenu dans une zone de stockage ou de travail ne sort des limites matérialisées par le traçage au sol de cette zone, même partiellement.

Les VHU non dépollués et dépollués pour pièces ne sont pas superposés.

Les carcasses de VHU qui ont subi un traitement de dépollution peuvent être compactées puis superposées sans jamais excéder une hauteur de 3 mètres.

#### *4.1.3 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation*

Les voies d'accès et l'aire de retournement des véhicules d'incendie et de secours sont matérialisées et facilement identifiables.

#### *4.1.4 Réserve d'eau en cas d'incendie*

Le site dispose d'une citerne souple d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> qui comporte un dispositif de raccordement pompier et pouvant fournir à minima un débit de 60 m<sup>3</sup> d'eau par heure. Son volume d'eau dans sa globalité est disponible à tout moment.

Une zone d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> (8 mètres par 4 mètres) est aménagée afin de permettre ce raccordement. Elle est libre d'accès en tout temps.

#### *4.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles*

Le site dispose d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie d'une capacité minimale de 200 m<sup>3</sup> avec disponibilité permanente. La totalité des eaux polluées potentielles est acheminée au sein de ce dispositif afin d'éviter toute pollution de l'environnement.

Le dispositif de confinement est une cuve hors-sol comportant une pompe autonome.

L'intégrité et le fonctionnement du dispositif de confinement est vérifié au moins une fois par mois.

Le système de pompe est entretenu au moins une fois par semestre par une société compétente.

### **4.2 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

#### *4.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie*

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les arrêtés ministériels du 22 décembre 2023, du 26 novembre 2012 et du 6 juin 2018 sus-cités.

A défaut d'avoir un poteau d'incendie à une distance inférieure à 100 mètres, l'exploitant installe en compensation une réserve d'eau incendie comportant les caractéristiques définies à l'article 4.1.4 du présent arrêté.

#### *4.2.2 Vérifications périodiques*

L'ensemble des extincteurs du site est vérifié au moins une fois par an par un organisme qualifié.

La citerne souple de 120 m<sup>3</sup> est vérifiée au moins une fois par an par un organisme qualifié. Les résultats de ces vérifications font l'objet de rapports.

## 5 - Prévention et gestion des déchets

### 5.1 Transit, regroupement, tri ou collecte

Les déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Nature des déchets	Code des déchets
Huiles usagées	13 02 08*
Liquide de frein	16 01 13*
Liquide de refroidissement	16 01 14*
Liquide lave glace	16 01 14*
Gasoil	16 07 08*
Essence	16 07 08*
Filtre à huile et à carburant	16 01 07*
Batteries	16 06 01*
Pots catalytiques	16 08 02*
Métaux ferreux	16 01 17
Métaux non ferreux	16 01 18
Pneus usagés	16 01 03
Matières plastiques (pare-chocs,...)	16 01 19
Verre	16 01 20
Carcasses (véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux)	16 01 06
Chiffons souillés, absorbants souillés	15 02 03

## 6 - Dispositions finales

### 6.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du Code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### 6.2 Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date

à laquelle la décision lui a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

### **6.3 Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne, le Directeur départemental des territoires de la Marne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie et aux Maires des communes de Taissy, Puisieulx, Prunay, Cernay-Lès-Reims, Saint-Léonard et Reims qui en donneront communication à leurs conseils municipaux.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société FG NEGOCE, 4 impasse du Val Clair à REIMS (51100).

Les Maires des communes de Taissy, Puisieulx, Prunay, Cernay-Lès-Reims, Saint-Léonard et Reims procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairies aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le

**18 FEV. 2026**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de Cabinet,  
Secrétaire Général par suppléance,**



**Thomas MONTBABUT**

[illegible]

8 kW/m<sup>2</sup> SELs  
5 kW/m<sup>2</sup> SEL  
3 kW/m<sup>2</sup> SEI

